



Proletaires de tous les Pays, Unissez-vous !

LA LUTTE OUVRIERE

15, passage Dubail, 15
PARIS (10^e)
Abonnements :
1 an 12. »
6 mois 6. »
Compte chèques postal :
Département
N° 1891-14
Paris



Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (BOLCHEVICK-LÉNINISTE). — SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

LE N° : 30 CENTIMES PREMIERE ANNEE. — N. 15
SAMEDI 17 OCTOBRE 1936

« Les habitants n'auront qu'à se conformer aux injonctions de sirènes...
Si les croix de feu veulent saboter la défense passive, c'est leur affaire, mais qu'ils ne tentent pas de faire croire que les communistes en sont responsables. » — (Humanité, 16 octobre 1936.)

Autrement dit : Quiconque manifestera contre la préparation à la guerre impérialiste, sera considéré comme un croix de feu.

Travailleurs ! La défense passive, les 15 milliards d'augmentation du budget de guerre, les deux ans, renforcent le capitalisme et le fascisme.

Ce soir manifestez contre l'impérialisme et pour le pouvoir aux ouvriers

Unir les ouvriers et paysans contre l'exploiteur capitaliste et ses laquais : les fascistes et les radicaux !

Après 4 mois d'expérience Blum-Daladier

Pour la paix le pain la liberté renversons la propriété et l'état capitaliste

A la veille du Congrès radical, M. le Spaak, Pfeiffer, qui fut secrétaire général de cette pourriture, transmit dans « Le Capital » les ordres de ses maîtres à Léon Blum.

Il note que son chef Chautemps laisse quatre portes ouvertes : « ou bien la capitulation des communistes, comme de leurs troupes, ou bien la rupture de Léon Blum avec les communistes et son maintien au pouvoir. »

Ou bien la crise, la constitution d'un gouvernement radical avec participation socialiste, les communistes rentrant dans l'opposition.

Ou bien la retraite des socialistes, un cabinet radical faisant voter la proportionnelle et préparant la dissolution.

Les chefs du Parti communiste sont tout à fait disposés à franchir la première porte, en admettant qu'on puisse considérer que cela n'est pas déjà fait.

Malheureusement, il n'y a pas que les chefs du Parti communiste. Il y a les « troupes », les masses ouvrières. Or, les masses ouvrières constatent ceci :

Les avantages conquis par la lutte en juin, sont chaque jour rongés par les provocations et les spéculations systématiques du patronat.

La moindre protestation défensive des salariés est aussitôt réprimé par la force policière du gouvernement Blum. Les ouvriers sont chassés par la police. Comme à la chocolaterie des Gourmets, quand on ne les laisse pas chasser par les fascistes, comme à la maison Gentil, dans le douzième.

Dans le même temps, sous l'effet de la spéculation et de la dévaluation le coût des denrées les plus élémentaires ne cesse d'augmenter.

Blum péroré à Lens dans l'abstrait, mais ne dit rien sur les faits réels. Le gouvernement met sur le même pied fascistes et ouvriers et autorise les réunions de La Rocque et de Doriot.

Blum agit dans la tradition de Laval-Flandin-Sarraut. Il veut tenir l'équilibre entre les classes, mais en fait il réalise la politique de la classe dominante, qui s'apprête le moment venu à le remplacer par un laquais plus docile encore. Sur le plan extérieur, cette politique de la démocratie n'est pas moins catastrophique. La « démocratie française » laisse assassiner les ouvriers d'Espagne, avec l'appui de la politique de l'URSS, dont les notes très juridiques ne donnent pas un canon de plus aux milices.

Le spectacle de l'impuissance n'attire pas les faibles. C'est pourquoi, « la social » en démocratie, la Belgique, vient brusquement de se tourner vers le fascisme allemand à l'instigation de son roi et du ministre social démocrate.

La neutralité de la Belgique signifie une victoire de plus de la politique de force pratiquée par les fascistes et une condamnation éclatante de la politique des pactes, de la S.D.N. et de la diplomatie du Front populaire.

Mais l'impuissance du Gouvernement de la démocratie et du Front populaire, si elle a pour résultat de sélectionner les forces au profit du fascisme, n'empêche nullement ce gouvernement de faire la politique de misère et de guerre du capitalisme.

Où le voit pour la dévaluation et l'expulsion des usines. On le constate, pour les manœuvres de défense passive, que ce gouvernement est le premier avec l'appui des Syndicats et du Parti communiste à pouvoir réaliser avec cette ampleur.

Le Front populaire, dit-on, doit continuer pour le pain, la paix, la liberté. Telle était, telle reste la politique des socialistes et des communistes.

Mais en fait de pain la misère s'accroît ; en fait de paix, la guerre gronde, en fait de liberté on laisse assassiner l'Espagne ouvrière, on laisse se préparer l'assassinat du peuple de France par les fascistes. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de pain, de paix, de liberté possible en régime capitaliste. C'est cette vérité fondamentale qu'avait enseigné aux ouvriers l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky. Mais depuis plusieurs années, l'Internationale de Staline passe son temps à leur désapprendre et à renflouer les radicaux et la démocratie bourgeoise.

Le Parti communiste feint une opposition à Blum, mais, dans le même temps, il publie M. Bayet et appuie les radicaux, agents directs de l'impérialisme français. Il veut avec ces gens-là « Unir ! unir ! unir ! » Et même, au delà... Le salut des ouvriers est, au contraire, de rompre avec les radicaux et les bourgeois et d'unir les forces prolétariennes et paysannes dans de puissants comités de masses, à Paris, au village, dans la rue, dans les milices ouvrières, contre l'exploitation capitaliste et les fascistes.

En fonction de la situation actuelle, notre parti a défini dans le congrès dont nous publions aujourd'hui le compte rendu, les tâches et la politique de l'avant-garde, dans les luttes tout à fait grandioses et difficiles qui se préparent.

Etro dans ces luttes, aux côtés des ouvriers, les faire bénéficier du courage et de l'expérience de la seule fraction qui a su prévoir la faillite actuelle du Front populaire et qui n'a cessé de pratiquer une politique ferme et sans équivoque, tel est le but du P. O. I.

Le Congrès du P.O.I., aux ouvriers, paysans et soldats

La magnifique grève de masse de juin avait montré au prolétariat toute sa puissance. Par son action directe, il s'était emparé momentanément de l'appareil de production capitaliste. Le compromis Blum-Thorez-Jouhaux avec les représentants des « deux cents familles » (accords Matignon), brisant l'action révolutionnaire au moment décisif, laissait cependant subsister quelques avantages que le grand patronat terrifié par l'ampleur du mouvement avait dû concéder.

Aujourd'hui, à la suite de manœuvres spéculatives du capital financier provoquant la hausse des prix et torpillant les contrats collectifs, sous l'effet des capitulations successives du gouvernement de Front populaire et de ses alliés communistes devant les radicaux et le Sénat « républicain », à la suite de l'escroquerie de la dévaluation, les ouvriers et artisans sont en voie d'être complètement dépouillés des maigres avantages acquis par la lutte de masse. Le grand patronat a fait retomber sur le dos des petits commerçants, industriels et artisans tout le poids des accords Matignon.

A la campagne, c'est la baisse constante des produits agricoles et l'augmentation de la vie. Les paysans, malgré les promesses grandiloquentes, se sont vu gratifier en tout et pour tout de l'office du blé qui a essentiellement profité aux gros agrariens. L'alliance avec les radicaux contractée sous prétexte de servir les classes moyennes, se solde par la faillite des classes moyennes et des paysans travailleurs. Les chômeurs ont été sacrifiés à la politique de mendicité et d'alliance équivoque avec les curés et les dames patronesses.

De l'autre côté, exploitant cyniquement toutes les déceptions et toutes les déceptions de l'expérience de collaboration de classes, les Doriot et les La Rocque, valets du capital financier, recrutent et entraînent leurs bandes, et noyautent l'armée pour préparer l'écrasement des travailleurs. Le fascisme, seule issue du capitalisme pourissant,

sort fortifiée de l'expérience du front populaire « antifasciste ». Cependant que s'accumule la misère des masses, la haute banque et le grand capital financier ne cessent d'accroître leurs profits. Sous prétexte de maintenir l'ordre et le régime, les partis socialistes et communistes et les chefs syndicaux obéissent à chacune de leurs sommations et font évacuer les usines par la force armée.

La concurrence entre les impérialismes s'intensifie pour la conquête des débouchés. Le Japon se rue sur la Chine pour préparer l'assaut contre l'U.R.S.S., de complicité avec le fascisme allemand. Les alliances militaires s'organisent.

Dans la préparation mondiale à la guerre, la II^e et la III^e Internationales renouvelant 1914, prétent tout leur appui à la bourgeoisie dite démocratique.

Le gouvernement Blum à direction socialiste porte à 15 milliards les crédits de guerre, prépare la mobilisation chauvine par le maintien des deux ans, l'organisation de manœuvres de défense passive. Le parti communiste avec sa politique de la main-tendue et du front français est à la tête de la préparation de l'union sacrée et de la guerre impérialiste. Sous le prétexte fallacieux de défendre l'URSS, il prépare en fait les ouvriers du monde à une prochaine boucherie pour le profit de l'impérialisme. La politique de neutralité pratiquée jusqu'à ce jour, malgré les phrases d'allibis par les deux internationales et les gouvernements Blum, Staline, Baldwin assassine les ouvriers d'Espagne en lutte contre le fascisme et pour la Révolution socialiste.

Qu'il s'agisse de lutter contre les bandes fascistes ou bien de briser l'offensive contre l'affameur impérialiste et ses laquais radicaux, d'aider par l'action de masse les miliciens d'Espagne, de lutter contre la préparation à la guerre, les travailleurs trouvent contre eux non seulement l'ennemi de classe, mais en même temps la direction du Front populaire.

(Suite en troisième page)

Comité pour le droit d'asile démocratique à Trotsky
Venez nombreux à la

Grande soirée Artistique

pour le soutien de

LEON TROTSKY

Samedi 17 octobre, salle Susset, 206, quai de Valmy, à 20 h. 30

Au programme :

« VARIETES »
Chesterfield
Les frères Marc
Capri
Les Trois Messieurs
Marianne Oswald

Entrée : 5 francs. Cartes en vente à la « Lutte Ouvrière », 15, passage Dubail (10^e), et au Service des Livres, 66, faubourg Saint-Martin (10^e), de 17 heures à 19 h. 30.

EN ESPAGNE

Les bolchévick-léninistes donnent leur vie pour la révolution mondiale

Nous apprenons de Barcelone la mort du camarade Odrik, l'un de nos militants allemands, survenue à la suite d'une blessure aux reins, reçue le 21 septembre à la Casita de Quicena, sur le front d'Huesca.

Notre camarade est le troisième bolchévick-léniniste tombé dans la lutte pour la révolution prolétarienne en Espagne.

La Lutte Ouvrière et le Parti Ouvrier Internationaliste adressent leur dernier salut à un combattant héroïque, mort à son poste de combat. Les bolchévick-léninistes allemands luttant pour la révolution mondiale sur le front d'Espagne, pour mener la seule lutte efficace contre le fascisme allemand et pour préparer la victoire des travailleurs allemands ont accompli un geste d'espérance pour le prolétariat d'outre-Rhin. La mort de notre camarade est un exemple pour les travailleurs allemands ; elle est un exemple pour les prolétaires du monde entier. Tous les travailleurs se joindront à notre fraternel hommage.

Nous avons reçu de bonnes nouvelles des camarades suivants blessés sur le front d'Huesca :

Ache, blessé à la cuisse par un éclat d'obus le 21 septembre.

Fournier, blessé au bas droit le 21 septembre.

Fontaine, blessé dans le dos, le 21 septembre.

Taste, d'Avignon, jambe cassée par un éclat d'obus, le 10 septembre.

A BELLEVILLE

Malgré leur direction les ouvriers manifestent en masse pour la milice ouvrière

Doriot annonça sa venue à Belleville pour le samedi 12. Le P. O. I. alerte aussitôt les militants. Malgré notre invitation, ni la Section SFIO ni le rayon PC ne voulurent appeler la masse des travailleurs à contre-manifester.

Notre groupe du 20^e du P.O.I. lança directement un appel aux travailleurs, par un tract qui fut distribué dans l'après-midi à plusieurs milliers d'exemplaires. C'est par lui que les ouvriers apprirent la venue de Doriot. Dès 8 heures, gardes mobiles et policiers envoyés par Salengro pour protéger Doriot, arrivent. La foule ouvrière aussi, qui monta bientôt à 5-6.000 ouvriers. Les invités de Doriot pénétraient dans la salle protégés par un service d'ordre énorme, 600-700 au maximum.

La foule ouvrière augmentait d'instants en instants. De nombreux renforts de mobiles et de police furent envoyés ; avec brutalité, ils délogent la rue de Belleville, la coupant en tronçons par des barrages. Les ouvriers conspuent Doriot, veulent forcer les barrages et chantent l'Internationale (évidemment pas la Marseillaise!).

Les commentaires des ouvriers contre Salengro et les députés communistes sont sévères. Brout et Langumier, qui avaient refusé d'appeler les ouvriers à contre-manifester, sont noyés. Ils vont de groupe en groupe, invitant les ouvriers à aller se coucher, à « se disperser », ils essaient d'exciter les ouvriers contre les « provocateurs » trotskystes. Ils parviennent à amolir la volonté de combat des travailleurs.

Après 11 heures, tout le quartier est en état de siège. Les mobiles canalisent les doriotistes dans les rues latérales. La rage au cœur, les ouvriers se voient refoulés, puis finalement dispersés. MM. Brout et Langumier ont bien travaillé pour Doriot.

Nos militants n'ont cessé de clamer nos mots d'ordre, salués chaleureusement par tous : *Milices ouvrières ! Gouvernement ouvrier et paysan !* Une leçon de plus qui montre la nécessité urgente d'organiser les milices et de disperser par la force les bandes fascistes.

XV^e REUNION PUBLIQUE
Jeunes Socialistes S.F.I.O. —
Jeunes Socialistes Révolutionnaires. — Jeunes Anarchistes Communistes

CONTRE LES DEUX ANS
IL A SITUATION EN ESPAGNE
Orateurs : Weitz et Marceau PL. vert ; Zeller et Rous ; Ringas et Frémont.

MARDI 20 OCTOBRE
Au Tango, 86, avenue Emile Zola
Paris (15^e)
Métro : Beaugrenelle

Salengro avoue la repression du XV^e

LES FASCISTES SUPPLEENT LA POLICE DU XII^e

Nous avons donné dans notre précédent numéro un bref article sur les incidents à la Chocolaterie des Gourmets. Voici quelques renseignements complémentaires :

Le patron est le beau-frère de M. Taubinger, qui siège lui-même au Conseil d'administration de la Société Scharck, société capitaliste internationale. Il a créé un syndicat professionnel et a eu une attitude favorable vis-à-vis du Syndicat chrétien.

Appliquant la politique du grand patronat, le patronat chocolatier a refusé de signer le contrat et le sieur Chautemps, ministre radical, a menacé de démissionner si l'usine n'était pas évacuée. Et Salengro lui-même, ainsi qu'il l'a confirmé dans un entretien du 13, a pris la responsabilité de faire évacuer l'usine ; il a confié ce soin au célèbre Marchand, du 6 février, et aux filiales fascistes du 9^e.

Aussitôt informé, notre rayon du 15^e

a distribué un tract parmi les ouvriers et la population, un tract relatant brièvement les faits et concluant :

Les ouvriers doivent comprendre désormais que la seule garantie dans la lutte pour la défense de leur pain est une action autonome, vigilante et organisée.

Ils doivent coordonner leur action par un Congrès des délégués d'entreprise par branches d'industrie, puis national. Organisons sans délai le congrès des délégués à l'alimentation.

Dans chaque usine, les ouvriers doivent créer les milices ouvrières. « Vive l'occupation des usines » pour se défendre contre les attaques fascistes et policières.

Ce tract, le premier par lequel une organisation ouvrière ait parlé aux travailleurs de ces événements, fut lu à l'assemblée des grévistes et favorablement commenté par les travailleurs.

Les camarades des Gourmets expriment ouvertement leur vif mécontentement pour la politique de répression ouverte de Blum-Salengro.

Les dirigeants du parti communiste font des phrases à l'occasion, mais, en fait, tous leurs actes et votes et toute leur politique antérieure en témoignent, ils sont responsables de cette politique.

Mardi soir, les grévistes des Gourmets sont allés au nombre de 350 manifester au ministère de l'Intérieur, aux cris « Le contrat collectif ». Ils ont été reçus par Fournier, le chef de cabinet de Salengro, qui leur a dit sans ambiguïté que le gouvernement ne pouvait rien faire pour l'application des contrats collectifs.

En attendant, les grévistes, troupés, votés, matraqués, seront considérés comme des chômeurs. Drôle de « Gouvernement du peuple ».

(Lire la suite en cinquième page)

Ce soir : Manifestez contre la défense passive

Le gouvernement « de la paix » est le premier gouvernement à tenter, ce soir vendredi, un mobilisation d'envergure des masses pour la manœuvre de défense passive. Le Parti communiste, les Syndicats prêtent leur appui à cette préparation chauvine à la guerre et à l'union sacrée. Le Parti Ouvrier Internationaliste et les Jeunes Socialistes Révolutionnaires vous appellent à manifester :

1. Contre la défense passive et la défense nationale ;
2. Contre le budget de guerre et les deux ans ;
3. Contre le régime capitaliste et pour son renversement par la révolution socialiste.

Sans doute les travailleurs trouveront-ils du côté des partisans du Gouvernement à direction socialiste (sic) et à appui communiste (sic) des leaders qui feront des phrases sur la paix et contre la guerre.

En réalité, toute la politique de l'impérialisme français que le front populaire a pris en charge, est une politique de guerre.

Pour lutter effectivement contre la guerre, il faut lutter contre la politique de dupé du gouvernement Blum et de « Front français » du P. C., il faut lutter pour expulser les capitalistes français et pour renverser leur régime de démocratie bourgeoise et ses laquais.

La seule voie pour la victoire de la Révolution Espagnole : Tout le pouvoir aux Comités de miliciens ouvriers, paysans

A un tournant décisif :

Quel est le régime de l'Espagne "antifasciste" ?

Les politiciens centristes en particulier bavardent beaucoup sur le régime actuel de l'Espagne antifasciste. Nous avons déjà donné notre opinion d'une manière générale, sur leurs conceptions, dans les derniers numéros de la *Lutte Ouvrière*. Nous voulons simplement aujourd'hui apporter un ensemble de faits comme matériel de discussion.

Le gouvernement de Madrid

Pour le gouvernement Caballero les faits parlent d'eux-mêmes.

On connaît sa composition : partage des portefeuilles entre républicains et socialistes. Deux portefeuilles (agriculture et instruction publique) ont été réservés aux « communistes ».

Le sens de ce ministère est purement républicain bourgeois, par ses déclarations et par ses actes. Ses déclarations par la bouche de Caballero consistent en ceci : « Pour le moment nous faisons la guerre. Quand la guerre sera terminée par la victoire sur les fascistes, nous nous préoccupons de donner tout son sens à l'article 1 de la constitution qui mentionne que notre « république est une république des travailleurs ».

Pour les « communistes », il s'agit d'un gouvernement « d'union sacrée » (sic) et de « défense républicaine ».

Au point de vue social, la mesure la plus avancée de ce gouvernement consiste à nationaliser les biens des fascistes. L'administration républicaine, la police (garde nationale et garde d'assaut), l'armée, du moins ce qui n'est pas passé du côté des fascistes subsistent.

LE P.O.U. ET LE GOUVERNEMENT CABALLERO

« A l'heure où la situation est antinomiquement révolutionnaire, le ministère Caballero conserve encore les ministres bourgeois et dans sa déclaration il parle du maintien de la république démocratique et des forces qui luttent pour la légalité républicaine. Par sa composition, il est nettement en retard sur Barcelone et sur Valence où les véritables organismes du pouvoir — Comité central des milices et Comité exécutif populaire — sont aux mains de la classe ouvrière. »

La *Batalla* ajoute : « Ce qui est à l'ordre du jour en Espagne, ce n'est pas le maintien de la république démocratique, ce n'est plus la formation d'un gouvernement de Front populaire, c'est la constitution d'un gouvernement ouvrier décidé à pousser jusqu'au bout la lutte militaire contre le fascisme et à donner le pouvoir à toute la classe travailleuse organisée dans ces différents postes et syndicats et à la classe travailleuse seule. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la dictature du prolétariat, quelque nom qu'on veuille lui donner. »

L'OPINION DE LA C. N. T.

Voici : « Le gouvernement bourgeois de Madrid a depuis longtemps cessé de jouer le rôle de coordination, et il importe par conséquent, non pas de le renverser, s'il correspond au vœu de la majorité de la Castille antifasciste, mais de créer à côté de lui un Conseil national de défense représentant la vraie physionomie de l'Espagne révolutionnaire, de l'Espagne des ouvriers, des paysans, des miliciens. »

Le Conseil national de défense sera composé de cinq représentants de l'U.S.T., cinq de la C.N.T. et quatre républicains. « Les partis politiques ne seront pas représentés parce que les délégués de la C.N.T. représenteront l'ensemble des éléments libertaires, anarchistes qui luttent, contre le fascisme ; ceux de l'U.G.T. représenteront les marxistes socialistes et communistes, enfin les républicains parleront au nom de la petite bourgeoisie qui lutte aux côtés du prolétariat. »

Le gouvernement de Madrid est donc un gouvernement républicain bourgeois qui ne veut pas sortir hors du statu quo.

Mais les ouvriers, en s'emparant des industries, et les syndicats en mettant la main sur les services publics, les paysans de Castille en s'emparant des terres, donnent un démenti dans les faits, à cette politique.

A BARCELONE

En Catalogne existe actuellement un gouvernement que Fenner Brockway, avec le correspondant du *Times*, appelle un gouvernement « prolétarien ».

On connaît sa composition : trois conseillers de la C.N.T., trois conseillers républicains bourgeois, un conseiller technique de la Guerre (un bourgeois), un syndicaliste réformiste (UGT), un stalinien, un membre du P.O.U.M., un délégué des paysans (Union des « Rabassaires »).

Le gouvernement s'est présenté comme destiné à coordonner les services du Conseil économique et du comité des milices et à sanctionner les droits acquis par les travailleurs ayant saisi par leurs comités les terres, les usines et les services publics.

Le programme du gouvernement Taradellas

Il a adopté le programme du Conseil économique qui comprenait les 11 points suivants :

1.) Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation en sacrifiant les industries ou productions qui sont en trop grand nombre et en stimulant énergiquement la production des nouvelles industries, que par suite du changement de valeur de la peseta, il sera utile d'installer dans notre pays.

2.) Monopole du commerce extérieur pour éviter les attaques du dehors contre le nouvel ordre économique qui naît.

3.) Collectivisation de la grande propriété agraire, qui sera exploitée par les Syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au Syndicat des producteurs agricoles qui exploitent la petite et

moyenne propriété.

4.) Dévalorisation partielle de la propriété urbaine au moyen de la réduction des baux ou de l'établissement de taxes équivalentes quand on ne jugera pas utile d'avantager les locataires.

5.) Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun.

6.) Saisie et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires.

7.) Extension du régime coopératif dans la distribution des produits et en particulier exploitation coopérative des grandes entreprises de distributions.

8.) Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation des banques.

9.) Contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continuent à être exploitées en régime privé.

10.) Réabsorption énergique par l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail.

A cet effet, seront stimulés : la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs, dans la mesure du possible, des ouvriers qui n'auraient été absorbés par la nouvelle organisation du travail agricole, la création de grandes industries pour fournir des articles manufacturés qu'il serait difficile d'importer, l'électrification intégrale de la Catalogne et principalement des chemins de fer.

11.) Suppression rapide des divers impôts pour arriver à l'établissement de l'impôt unique. »

Ce programme de l'avis de tous régulariserait un état de fait. Le P. O. U. M. dit : « La légalisation de toutes les actions entreprises par les ouvriers de Catalogne. »

LE P.O.U. DANS LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Dans ce gouvernement, le P. O. U.

M, qui réclamait un gouvernement ouvrier qui s'appuie sur les comités, participe, par la personne de Nin.

Taradellas à l'action

Ce qui est déterminant pour les marxistes dans l'organisation de la société, c'est de savoir quelle classe détient l'appareil d'Etat, et quel est cet Etat. Au début de la révolution, nous lions dans l'organe du P. O. U. M. : « Le Comité central des milices gouverne en fait la Catalogne, la Généralité présidée par Luis Companys se contentent d'exécuter les décisions prises par le Comité central. Le Comité central a la haute main sur toute l'organisation militaire de la Catalogne, sur la conduite de la guerre, comme sur le ravitaillement. Il est aussi le maître véritable de l'ordre intérieur et de la police répressive, enfin, il contrôle la radio et exerce la censure sur la presse et les missives de tout ordre. »

L'armée bourgeoise en Catalogne s'est complètement désagrégée.

La police (Garde nationale et Garde civile et la Garde d'assaut) subsiste. Puis, c'est la transformation du C. C. des milices. Par souci diplomatique, nous dit le P.O.U.M., on a décidé de transformer le Comité central des milices en un service du ministère officiel de la Défense.

De même on a créé « dans chaque ministère un Conseil exécutif où sont rassemblés les partis et syndicats. »

Le P. O. U. M. voyait dans cette solution l'avantage de transporter « le nouveau pouvoir révolutionnaire au sein même des services gouvernementaux. »

Il s'élevait contre l'idée de la dualité du pouvoir. « On ne saurait donc parler en Catalogne d'une dualité de pouvoir », « schéma traditionnel impli-

Documents :

La question du logement en Catalogne

Diminution des loyers. — Le présent acte a été la diminution des loyers dans les proportions suivantes :

Jusqu'à 200 pesetas par mois, près de 50 pour 100 de réduction.

De 200 à 300 pesetas par mois, 25 pour 100 de réduction.

Au-dessus de 300 pesetas, pas de réduction pour les locaux à usage d'habitation.

D'autre part, le dépôt de garantie équivalant généralement à la valeur d'un mois de loyer, a été supprimé.

En ce qui concerne les appartements à usage commercial ou professionnel, la réduction est de 25 pour 100 de 200 à 500 pesetas.

Quant aux locaux purement commerciaux, l'échelle est la suivante :

Jusqu'à 200 pesetas : 50 pour 100 de réduction ;

De 201 à 750 pesetas : 25 pour 100 de réduction ;

De 751 à 1.250 pesetas : 15 pour 100 de réduction.

Tout ce qui précède est actuellement acquis.

Socialisation des loyers et utilisation des fonds. — Ce qui suit est le programme établi par la Commission au sein de la C.N.T.

Le propriétaire touchera

seulement un intérêt sur le capital que représente l'immeuble suivant valorisation faite par la commission. Cet intérêt ne pourra dépasser 2 pour 100 et même si le propriétaire possède de nombreux immeubles, la somme totale touchée ne pourra dépasser le salaire maximum fixé pour les ingénieurs, architectes et techniciens. Il y aura cependant des aménagements spéciaux pour les petits propriétaires. D'autre part, les immeubles appartenant à des étrangers ne seront pas contrôlés, mais soumis aux mêmes lois en ce qui concerne les prix des loyers. Cet intérêt payé au propriétaire, les sommes restantes seront utilisées comme suit :

1° Pour la transformation, l'aménagement et l'entretien des immeubles existants (douches collectives, assainissements, etc.) ;
2° Pour la construction de nouvelles écoles, dont la pénurie se fait sentir très fortement. Nos camarades espagnols ont ici à réparer l'inculte conscience des Gouvernements fascistes ou républicains qui se sont succédés au pouvoir avant le 19 juillet 1936 ;
3° Pour la construction d'immeubles neufs, tant d'habitation que de services publics, hôpitaux, bibliothèques, etc.

des d'assaut et gardes nationaux) à l'augmentation de plusieurs milliers. Les miliciens ont été désarmés, dans la rue et dans les usines, en prenant pour prétexte le mot d'ordre des anarchistes : « les armes pour le front ».

LE GOUVERNEMENT VEUT LIQUIDER LES COMITES

Tout d'abord, c'est la disparition du Comité central des milices ; et des services correspondants. La *Batalla*, organe du P. O. U. M., nous dit à ce sujet :

« Le Comité central des milices antifascistes a été dissous, comme conséquence logique de la constitution du nouveau gouvernement de la Généralité. Déjà la révolution étant en marche, le dualisme du pouvoir, phase classique de la pré-révolution, se trouve contreprouvé. »

Ensuite, la *Batalla* nous annonce qu'on a commencé par le haut et que maintenant on va arriver à la base, c'est-à-dire qu'on va liquider la dualité du pouvoir à la base.

« Il y avait un embryon de comité-cratie qui pouvait devenir dangereux. »

La *Batalla* ajoute : « Le nouveau conseil de Catalogne étant constitué avec une représentation directe de toutes les organisations ouvrières et républicaines, il faut établir dans chaque village l'unité de commandement et de délégation. Comment le nouveau Conseil entendra-t-il cette reconstruction ? Nous avons la certitude qu'il le fera de la manière qui conviendra le mieux au salut de la révolution. »

La *Batalla* demande la disparition des vieilles municipalités et son remplacement par des « comités municipaux » destinés à remplir les mêmes fonctions.

Puis la *Batalla* du 11 octobre reproduit « le décret de constitution des nouvelles municipalités de Catalogne. »

Ce décret, aux dires de M. Taradellas « normalise la vie municipale de Catalogne. »

« Ces nouveaux conseils municipaux seront constitués par des représentants des partis politiques et d'organisations antifascistes avec la même proportion que le Conseil de la Généralité. »

« En conséquence, de ce décret on a approuvé un autre décret, par lequel sont dissous tous les comités antifascistes et populaires comme aussi bien tous ces organismes qui avaient surgi du mouvement subversif avec des buts culturels, économiques ou de toute autre sorte. »

« C'était la conséquence normale de la dissolution du Comité central des milices ». Concernant les collectivisations, le président dit simplement ceci : « Nous allons publier un décret dans lequel on étudiera dans quelles formes on doit réaliser les collectivisations sur les industries où on croit pertinent de le faire. »

« Ils préparent en outre, une armée populaire, c'est-à-dire la dissolution des milices. »

(Lire les conclusions en page 5.)

Un bolchevick-léniniste du front d'HUESCA nous écrit :

Carnet d'un milicien

Nous publions ci-après le récit et les impressions d'un de nos camarades du groupe bolchevick-léniniste du front de Huesca, qui est actuellement consulté.

Notre camarade, membre du P. O. U., est de ces camarades venus à Barcelone de tous les pays et qui portent haut et ferme devant l'ennemi fasciste le drapeau de la IV^e Internationale.

Après un « entraînement » d'une dizaine de jours à la caserne « Lenin » à Barcelone, nous partons enfin le 29 août.

Nous sommes 50 étrangers et 400 Espagnols. Les Espagnols sont commandés par un officier espagnol et le groupe par le camarade Russo, de l'opposition de gauche italienne.

Nous voyageons en train jusqu'à Sarinena d'où nous sommes dirigés sur un autre front et où nous revenons à nouveau.

Là, nous faisons deux jours d'exercices. Puis nous partons le 30 de cette ville, nous passons par Alcala del Obispo et nous sommes le lendemain à Balbastro (à 5 kilomètres environ de Huesca). C'est un peu avant d'arriver ici que nous recevons le baptême du feu : notre camion est repéré par l'artillerie du fort Monte-Aragon et nous recevons quelques obus qui d'ailleurs ne font pas de victime.

Nous passons ce jour et le suivant sans histoire.

Vendredi 5 septembre, nous sommes réveillés dans la nuit, vers 2 heures du matin, nous devons aller prendre nos positions afin d'attaquer au point du jour. Nous marchons environ une heure dans la terre labourée ; nous arrivons à la nuit dans le fort Monte-Aragon et nous recevons quelques obus qui d'ailleurs ne font pas de victime.

L'avant-garde de la colonne progresse par nos positions, utilisant les incidents de nuit jusqu'à l'objectif fixé à un moment abandonné situé à environ 400 mètres de la route reliant Huesca à Monte-Aragon. Le camarade Russo pousse avec la colonne interna-

tionale et une partie des Espagnols (en tout une centaine) une pointe vers la route où nous apercevons un hameau de trois maisons.

Contrairement à notre attente, celui-ci n'est pas occupé par les fascistes. Nous occupons les maisons et les fortifions. Une auto arrive de Huesca sans que nous puissions l'arrêter ; la legon a servi et nous barricadons la route. Les poteaux téléphoniques sont coupés. Les communications entre Huesca et le fort de Monte-Aragon et Estrecho-Quinto (position d'artillerie, côté de Monte-Aragon) sont coupées ; la lumière leur fait défaut aussi.

Peu de temps après, deux autres autos arrivent occupées par des soldats officiers qui sont capturés. Puis Russo envoie un groupe d'une quarantaine de camarades pousser une pointe en direction de Huesca. Une maison de feu est occupée sans incident.

Puis le groupe continue son avance, commandé par notre camarade Robert de Fauconnet (des B.L. de Marseille). Il est bientôt arrêté par le feu d'une mitrailleuse perchée sur une colline en avant de Huesca. Le groupe se déploie en tirailleurs et une fusillade commence. L'après-midi le feu des fascistes augmente en intensité et en précision. Les miliciens ont peu de fusils. Le groupe envoie un hameau un agent en liaison pour demander les ordres : Russo ordonne de se replier. Le gros du groupe commence à se replier ; mais Fauconnet apprendant que quelques espagnols n'ont pas été prévenus et restent en avant, veut les prévenir lui-même et part en avant. Mais, au moment où il les a rejoints et où ils commencent à se replier tout en tirant, il est atteint d'une balle à la tête et meurt quelques heures après sans avoir repris connaissance.

Ce coup d'audace aura désorienté les fascistes et leur aura fait surévaluer nos forces. Heureusement ! car nous étions environ 150 hommes à 3 kilomètres de nos plus proches lignes avec à notre droite 500 hommes postés au Monte-Aragon et Estrecho-Quinto et à notre gauche toutes les forces de Huesca (5 à 6.000 hommes).

Les jours suivants furent seulement

marqués par des fusillades et quelques bombardements de Monte-Aragon. Les fascistes croient à une attaque contre Huesca et se fortifient formidablement. Nous en faisons autant.

Notre front s'élargit ; à droite de la route Manicomio ; à gauche une grange devant laquelle nous creusons des tranchées et aussi deux moulins, plus à gauche encore. Notre front est de 300 mètres. Nous avons reçu des renforts (le restant de la colonne ayant été coupé de nous par le feu de Monte-Aragon et d'Estrecho-Quinto). Nous sommes environ 300 pour défendre le secteur qui s'étend de jour en jour en profondeur ; nous prenons une à une les maisons situées sur notre position et le Monte-Aragon ; la prise d'une de ces maisons coûtera la vie à cinq camarades espagnols. Pedrola, membre dirigeant de la J.C.L., est parmi eux.

Tous les jours, des soldats venant de Monte-Aragon se rendent à nous.

Une prise importante est celle du village de Quicena à 800 mètres du fort, où nous faisons une vingtaine de prisonniers.

Les jours suivants ne se racontent pas. Les fascistes se sont rendus compte de notre faiblesse et veulent nous déloger à tout prix. Le Monte-Aragon nous bombarde jour et nuit. Huesca vient de recevoir (nous l'apprenons par des prisonniers), 1.500 hommes du Tercio, venant d'Irun après la prise de cette ville.

La grande bataille commence le 15. De 6 heures du matin à 4 heures du soir, nous subissons un bombardement intense de l'artillerie ennemie. L'après-midi, visite de l'aviation fasciste et bombardement.

Vers 4 heures, les fascistes pensent que la position est abandonnée et lance leur infanterie sur le hameau. La plupart des assaillants sont du Tercio.

Mais il reste encore 150 hommes au hameau et nous tiendrons la position jusqu'à la tombée de la nuit.

Les fascistes croyant à la déroute des ponges avancent presque à découvert. Lorsqu'ils sont assez près, nous avons le feu et c'est alors une hécatombe. La déroute se met chez eux et nous les tuons comme des lapins ; nous

avons appris, après coup qu'environ 600 hommes étaient tombés de leur côté ; de notre côté, beaucoup de camarades sont tombés, surtout touchés par l'artillerie.

Mais la leçon aura porté ses fruits : les jours suivants sont terribles, les attaques se succèdent jour et nuit, l'artillerie bombarde sans arrêt et, cette fois, des deux côtés (Huesca a reçu plusieurs batteries de 105 et 155), les tanks entrent en scène (il y en aura jusqu'à 5), mais nous ne sentons plus derrière ces tanks ces milliers de fascistes et de soldats qui ont pris part aux premières attaques.

Ces dix journées furent pour nous des années : disons pour résumer que nous montons la garde toute la nuit par un froid très vif et que tout le jour nous battions et parfois aussi la nuit.

Nous avions entre temps reçu des renforts dont 20 étrangers, avec quatre B.L. belges. Parmi eux quatre camarades arrivés ensemble du Havre ; quelques jours après leur arrivée, un bombardement commence qui laissera trois des quatre Havrais sur le carreau et un des B.L. belges grièvement blessés.

Quelques-uns parmi notre colonne internationale se rendirent célèbres en s'avancant dans les lignes fascistes et en s'emparant d'un drapeau fasciste qui flottait sur une maison occupée par eux.

D'autres encore firent l'admiration de la colonne en défendant jusqu'à la dernière cartouche contre l'artillerie et les tanks la Manicomio, position sur notre droite qu'ils attaquèrent pendant dix jours afin de percer nos lignes et rejoindre le Monte-Aragon. Ils parvinrent seulement à nous faire évacuer le Manicomio, grâce à leurs tanks.

Ce jour-là et le jour suivant, la position fut bien prête d'être abandonnée et les tanks s'approchèrent à 25 mètres de nos tranchées, jetant la panique parmi beaucoup d'entre nous. Mais nous conservâmes malgré tout la position, grâce à quelques camarades non lanceurs de bombes qui firent reculer les tanks.

Le Congrès du P.O.I. définit la position de combat de l'avant-garde dans la nouvelle étape

Le sens de notre Congrès

En face des combinaisons de somnifères des dirigeants ouvriers, notre parti a donné l'exemple d'une discussion sérieuse basée sur l'expérience de nombreux camarades. Malgré de multiples difficultés matérielles, de nombreux camarades de province assistèrent au congrès et purent apporter tout le fruit de leur travail.

Malgré des tentatives d'une clique sans principes, le congrès a soudé fermement les rangs du P. O. I., il a préparé un élargissement de ses rangs; il a lancé à tous les ouvriers révolutionnaires l'appel de combat de la IV^e Internationale; il a jeté les bases solides pour un action énergique de notre Parti, soit dans le Front unique avec les organisations révolutionnaires et ouvrières, soit dans sa propre action à l'usine, à la ville, au village, pour la Révolution mondiale sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Rapport moral

La première séance est ouverte à 17 heures 30, sous la présidence du camarade Corrin (Paris), assisté d'un camarade de Toulon et d'un camarade des Ardennes. Il place le Congrès sous la présidence d'honneur des combattants révolutionnaires espagnols, des bolchévicks-léninistes tombés dans le monde dans la lutte contre le capitalisme ou victimes de la répression bourgeoise, de notre camarade Léon Trotsky, emprisonné en Norvège, et des camarades bolchévicks-léninistes russes, victimes de la répression stalinienne.

Boitel a ensuite la parole pour le rapport moral. Il souligne l'incontestable progression de notre influence, le travail excellent de nombreux camarades pendant les grèves, dans les syndicats, la paysannerie. Il montre quels efforts de propagande ont été faits, l'adhésion de nombreux camarades ouvriers, responsables du P. O. I., il indique quels efforts sont encore à faire sur le terrain d'organisation.

Après un court débat de procédure sur la façon dont le congrès doit régler définitivement le cas de R. Molinier, exclu des rangs de notre organisation nationale et internationale, la discussion est ouverte sur le rapport moral.

La plupart des camarades interviennent pour apporter des critiques de détail sur le manque d'organisation, du travail syndical, paysan, sur le manque de liaison entre la direction et les groupes, par exemple en ce qui concerne le contenu du journal, sur la nécessité de renforcer la ténacité d'organisation de la direction, aussi bien en traitement que dans les régions. Ils tirent les leçons politiques de notre activité: nécessité de se lier étroitement aux masses, en particulier par le canal de leurs organisations, nécessité d'une politique très ferme, avec des mots d'ordres immédiats clairs et précis, nécessité avant tout de renforcer notre parti par l'afflux d'éléments révolutionnaires nouveaux que la lutte a révélé.

Dans sa réponse, Boitel, acceptant les critiques formulées dans l'intérêt du parti, il souligne que c'est de l'effort de tous dans l'intérêt du Parti que dépend la disparition de ces faiblesses. Le rapport moral est adopté par 64 mandats contre 28 et 5 abstentions.

C'est ce moment que choisissent un certain nombre d'amis personnels de Molinier pour déclarer qu'ils ne peuvent accepter la décision du Congrès

et que, dans ces conditions, ils se retirent. Le Congrès, unanime, flétrit leur attitude de scission sur un cas personnel et passe à l'ordre du jour. La séance est levée à 2 h. 30.

RAPPORT POLITIQUE

La séance du dimanche matin s'ouvre à 10 heures, sous la présidence d'un camarade de Lorient. Après une énergique allocution du président contre ceux qui, dans une tentative désespérée, essaient de briser le mouvement pour la IV^e Internationale, le congrès entend le rapport politique de Rous.

LES GREVES DE JUIN

« En juin, les masses, spoliées pendant de longs mois par les gouvernements d'Union nationale, freinées pendant longtemps par les directions ouvrières, prirent possession des usines, dans une grève dont les objectifs immédiats eux-mêmes, dont l'ampleur et l'organisation posaient la question centrale de la prise du pouvoir; la révolution a commencé en France. Devant l'offensive ouvrière, la bourgeoisie a reculé et fait des concessions. Mais aussitôt la grève jugulée, grâce à l'appui du gouvernement Blum, la bourgeoisie a engagé la contre-offensive.

LE GOUVERNEMENT BLUM

« Comme nous l'avions prévu, le Gouvernement Blum a été un gouvernement d'impuissance. Les mesures mêmes qu'il a prises ont servi le grand capital. Des représentants plus menés et plus rapaces ont accédé à la direction de la Banque de France; la nationalisation des industries de guerre a renforcé la concentration capitaliste et mis leurs comptes d'exploitation à la charge des classes laborieuses, etc. Les avantages contenus dans les accords Matignon ont été battus en brèche, par les lock-out, la hausse des prix, la non-application des quarante heures, la dévaluation a couronné ces mesures de misère.

LES CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION

« Nous avions prévu qu'elle était inévitable. Mais le gouvernement n'ayant pu la faire en juin, elle se retourne directement contre lui. Les avantages momentanés qu'elle avait procurés en Belgique à la trésorerie, sont gonflés dans le budget de guerre. La bourgeoisie a maintenant une plateforme de démagogie sociale. Les antagonismes entre le fascisme et la classe ouvrière vont s'accroissant. Le gouvernement prend de plus en plus une position bonapartiste (interdiction des réunions, etc.).

LA NOUVELLE ETAPE

« Aux menaces de la bourgeoisie contre ses conquêtes, la classe ouvrière répond par de nouvelles luttes. Elle lutte sans organisation, en ripostant à l'adversaire, elle se bat contre le fascisme, la bourgeoisie. Elle trouve contre elle non seulement l'ennemi direct, mais encore le gouvernement et ses directions officielles. Le P.C. mène une politique double, recourant à sa politique de front français et les fusillades de Moscou, de phrases de gauche sur l'Espagne et les revendications immédiates.

NOTRE TACTIQUE

« Nous devons dire nettement aux ouvriers les dangers de la situation, en insistant sur la nécessité d'organiser les luttes, de former leurs comités d'usines, de rues, de villages, leurs milices ouvrières. Nous devons avoir non une tactique d'excitation, mais une tactique d'explication. Notre première tâche est donc le travail dans les

Appel aux ouvriers, paysans et soldats

(Suite de notre première page)

La victoire définitive ne pourra être acquise qu'au prix des mille difficultés accumulées par ces trahisons en luttant pour le programme intégral de la révolution socialiste et en forgeant dans la lutte une nouvelle direction.

Ouvriers, paysans et soldats, c'est dans cette situation que le P. O. I. entend rester à vos côtés pour lutter avec vous de toutes ses forces, selon les principes de l'internationalisme révolutionnaire et pour le programme de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tandis que la deuxième et la troisième internationale obéissent aux ordres du capital financier et des radicaux, il entend constituer avec vous votre propre état-major révolutionnaire, la Quatrième Internationale.

Aujourd'hui, nous proposons à tous les travailleurs et à toutes les organisations un front unique prolétarien, pour les objectifs suivants, étapes de la lutte des masses pour briser la contre-offensive patronale et préparer la victoire ouvrière :

POUR LES OUVRIERS : Lutte par les conseils d'usines pour le réajustement effectif des salaires y compris par l'échelle mobile, l'application des contrats collectifs et de la semaine de quarante heures; lutte pour le contrôle ouvrier sur la production et les échanges; organisation du plan de résistance à la contre-offensive patronale par le congrès national des délégués d'usines.

POUR LES PAYSANS : organisation de conseils paysans pour coordonner la lutte des ouvriers agricoles et des paysans travailleurs

usines et dans les syndicats, la deuxième le travail de défense contre le fascisme, par la milice ouvrière.

Dans les luttes qui viennent nous seront la seule avant-garde à être sans réticences aux côtés des ouvriers. Une défaite partielle de la classe ouvrière est possible. Elle signifierait non la possibilité d'un coup d'Etat fasciste, mais de la venue au pouvoir d'un gouvernement d'union nationale devant lequel le P. C. serait obligé de prendre ses responsabilités. De toute façon, la succession du gouvernement Blum est ouverte.

« La préparation à la guerre achève de lui porter un dernier coup, car quel que rôle qu'il ait joué le premier résultat est de renforcer l'Etat dans le sens de la militarisation. Le problème de la guerre, précipitant la réalisation du « Front français », « d'Union sacrée », accélère la différenciation dans le P. C. Seule le développement de la lutte de classes peut barrer la route à la guerre. C'est l'exemple que montrent les ouvriers espagnols.

« Les ouvriers espagnols luttent pour instaurer en Espagne le pouvoir des travailleurs. Mais ils n'ont pas un parti révolutionnaire qui puisse leur indiquer pas à pas le chemin de la dictature du prolétariat et du socialisme. En Catalogne même, on a réalisé ce que les menchévicks de gauche voulaient réaliser, en août-septembre 1917, la conciliation entre la démocratie bourgeoise traditionnelle et les comités d'ouvriers, paysans et soldats. Et pourtant, la bourgeoisie de gauche a fait ses preuves: mais il n'y a pas eu de parti pour dénoncer ses trahisons sur le plan politique, économique, militaire, les atterrissements au front, le sabotage industriel, la reconstitution des forces de répression et pour montrer aux ouvriers que seul le gouvernement des comités d'ouvriers paysans, et soldats pouvait donner la victoire militaire et le développement des forces productives à la ville et aux champs.

POUR UN GRAND PARTI BOLCHEVIK-LÉNINISTE

Voilà ce qui différencie la politique léniniste de la politique des centristes du POUM espagnol, de l'IMP anglais ou de la Gauche révolutionnaire. Le parti révolutionnaire en France doit encore grandir et se fortifier par l'apport de nouvelles couches, mais le parti sera bolchévick-léniniste, ou il ne sera pas.

La discussion

Le congrès reprend ses travaux à

contre les exploiters et les bandes fascistes.

POUR LES SOLDATS : conseils de soldats pour imposer l'élection des officiers et le nettoyage complet des cadres fascistes et réactionnaires de l'armée. Abolition des deux ans.

CONTRE LA HAUSSE DES PRIX ET LA SPECULATION : organisation par quartiers des travailleurs et des ménagères dans des comités de lutte contre la vie chère chargés de contrôler effectivement le coût de la vie et de réprimer les forbans et les spéculateurs.

CONTRE LES BANDES FASCISTES : milices ouvrières et paysannes dans les usines, dans les Syndicats, dans les villages.

C'est seulement en s'organisant méthodiquement, usine par usine, quartier par quartier, village par village, régiment par régiment, en vue de lutter pour ces objectifs en se débarrassant de toute attache avec la bourgeoisie, les curés et les radicaux que les travailleurs pourront briser la contre-offensive patronale et préparer leur offensive pour tout le pouvoir aux ouvriers, paysans et soldats. Le front populaire qui a voulu rester dans les cadres du capitalisme, s'effondre dans les contradictions du régime.

La seule issue contre la misère, le fascisme et la guerre impérialiste, c'est la réalisation des Soviets en France.

A bas le capitalisme affameur et laquais fascistes et radicaux !
Vive le front unique prolétarien !
Vivent les Soviets en France, en Espagne et dans le monde !
Vive la IV^e Internationale !

14 h. 15, sous la présidence du camarade Zeller, 16 camarades interviennent sur le rapport politique. Ils apportent en général des précisions au rapport présenté par Rous. Notons les plus importantes.

E. (Paris-10e) précise qu'il ne suffit pas de dire: « A bas les ministres radicaux ». Pour l'ouvrier qui a compris la politique du Front populaire, socialistes et communistes portent une égale responsabilité. Il faut laisser au Parti dit communiste la phrase: « ologie sur le peuple et les 200 familles et parler le vieux langage marxiste.

C. (Lyon) : Le travail dans les usines ne peut être séparé du travail syndical, il faut l'organiser. C'est justement pour ouvrir les yeux des ouvriers

qu'il faut mettre en avant le mot d'ordre: « A bas les ministres radicaux ! » Nous devons empêcher que les militants ouvriers en pleine évolution ne se cristallisent autour de comités centristes. Nous devons suivre de plus près la vie de ceux-ci et engager avec les uns des controverses publiques avec les plus cristallisés une polémique très vive.

R. (Lille) pense que pour réaliser nos mots d'ordre, il faut se lier à la lutte des ouvriers pour leurs revendications. C'est le moyen de leur faire comprendre le rôle des comités d'usine et du contrôle ouvrier. Notre expérience sur ce point est encore insuffisante. Mais nous avons de grandes possibilités, la structure du mouvement syndical ne correspond pas aux besoins de la masse des nouveaux syndiqués; nous pouvons par là leur faire comprendre que cette forme d'organisation est dépassée, que la situation impose la formation des comités d'usines. Nous pourrions jouer notre rôle, même dans une période de reflux, si nous sommes liés aux masses. Un des moyens est le journal, qui doit être plus près des ouvriers, non parce que nous diluons notre plateforme, mais parce que nous lui assurerons un large réseau de correspondants ouvriers.

A. Bêchel (Bretagne) pense qu'il faut étudier sérieusement le problème paysan, avec des mots d'ordre précis pour chaque catégorie et suivant la répartition de la propriété dans les différentes régions. Il faut réunir les ouvriers agricoles et les petits propriétaires dans des comités paysans. Le résultat de la politique du Front populaire commence à se faire sentir; lorsque le prix du blé a été fixé à 140 francs, Renaud Jean a demandé le prix de 15 francs, Dorgères 175 francs. Des pays connus comme « rouges » passent aux cheives vertes, qui organisent des groupes de combats organisés.

Le camarade Bêchel est chargé de rédiger un rapport sur la question paysanne en vue d'une Conférence nationale spécialement consacrée à la question.

Clair (Paris-11e) pense que nous devons nous appuyer sur le contrat collectif et les délégués syndicaux pour passer, en face de la contre-offensive patronale, à la réalisation des comités d'usines et du contrôle ouvrier.

Corrin pense que si on va à la dislocation du front populaire, le P. C. pourra essayer de se survivre en allant encore plus à droite.

Boitel (Paris-19e) pense qu'il faut d'abord entraîner les ouvriers dans des luttes, malgré et contre l'insurrection pour pouvoir mieux les critiquer.

S. (Paris-19e) cite un exemple de travail syndical: le bâtiment. La direction stalinienne essaie de maintenir son ancienne toute-puissance du bâtiment unitaire. Mais elle est débordée

par de nouveaux éléments. Nous devons exiger la réalisation de comités d'entreprise sur des chantiers et leur donner une vie (finances propres, journal, etc).

Nous réunis ces différents rapports et proposons la réunion d'une petite commission pour rédiger un manifeste.

Statuts

Le congrès entend ensuite le rapport de Clair sur l'organisation et les statuts. Il définit les principes du centralisme démocratique et insiste sur le fait qu'il repose avant tout sur la responsabilité et l'éducation politique des militants.

On passe ensuite à la discussion des statuts article par article: il est apporté différentes modifications de détail.

La séance est levée à 20 heures et reprise à 21 h. 15, sous la présidence de Sab (Paris-15e). Salué chaleureusement par le congrès, un camarade du POUM de passage à Paris, trace un tableau de la situation militaire, politique, économique en Espagne et particulièrement en Catalogne. Il fait appel à la révolution mondiale et termine en disant que le P. O. I. représente le seul parti révolutionnaire qui puisse guider les ouvriers français à la victoire. Le congrès lui fait une longue ovation et le président le remercie au nom du parti tout entier.

Le congrès adopte le principe de l'organisation d'un Secours Rouge, ainsi que de l'acquisition d'une imprimerie par le parti. Mandat est donné au C. C. d'examiner ces questions dans le détail pratique.

Le congrès passe ensuite à l'élection du comité central du Parti et de la commission de contrôle.

Il est 23 h. 50. Le Congrès décide de soumettre à un référendum, après discussion dans un bulletin intérieur, la question de l'U.R.S.S. Il approuve ensuite les délégués du Parti à la Conférence internationale, mais demande la substitution au Conseil général d'une conférence internationale annuelle. Sous cette réserve, la résolution d'organisation du mouvement pour la Quatrième Internationale est adoptée.

Le président donne ensuite lecture de deux adresses: l'une aux combattants révolutionnaires d'Espagne, l'autre au camarade Léon Trotsky, emprisonné par la démocratie norvégienne et aux bolchévicks-léninistes russes, victimes de la répression stalinienne.

Après une brève et énergique allocution du président, le congrès se sépare à 1 heure dans l'enthousiasme, aux cris de :

Vive le Parti Ouvrier Internationaliste !
Vive la Quatrième Internationale !

Le Congrès condamne la politique de scission d'un groupe sans principes

Les lecteurs de la Lutte Ouvrière, tous nos camarades et amis n'apprendront pas sans cotère que des amis de Molinier, ex-dirigeants du groupe « La Commune », ont tenté froidement et cyniquement de briser l'unité de la IV^e Internationale et de sa Section française, le P. O. I.

Sans avoir osé jamais mener une campagne politique pour une orientation différente de l'organisation, ils ont rejeté la discipline du Parti, dont le congrès venait de condamner leur activité. Le vote sur le rapport moral a été écrasant.

A Paris: 27 mandats pour, 8 contre.
En province: 37 mandats pour, 20 contre.

5 abstentions.
De nombreux camarades de Paris et de province, parmi ceux qui avaient voté contre le rapport, dont plusieurs membres du Comité central de l'ex-P. C. I., ont tenu à affirmer leur attachement au Parti et à la IV^e Internationale. Nous sommes persuadés que les moyens matériels dont peu disposent le groupe des amis de Molinier n'impressionnera aucun ouvrier sérieux; nous savons aussi que ce groupe qui ne put masquer sa récente faillite qu'en rejoignant provisoirement la Quatrième Internationale, qu'il n'a pas abandonné son confusionnisme pitoyable de la période de La Commune et ne tardera pas à montrer à nouveau toute son inconséquence politique et son activité de clique sans principe. Nous sommes enfin persuadés que tous les

camarades du Parti, que tous nos sympathisants et amis, serreront les rangs autour du drapeau de la IV^e Internationale et du Parti Ouvrier Internationaliste.

Voici d'ailleurs la déclaration adoptée par le Congrès unanime :

Un groupe de membres du Parti vient de tenter de scissionner notre Parti au cours du congrès national. Ce groupe a mis au-dessus de l'unité du parti la solidarité avec Molinier (Raymond), exclu par l'organisation nationale et internationale. A l'heure où le Parti, section en France de la IV^e, subit les assauts combinés de la bourgeoisie et du stalinisme, ce groupe a refusé de se conformer à la discipline du Parti. Depuis plusieurs mois, ce groupe agissait complètement en dehors des cadres du Parti, tout en prétendant représenter son opinion. Au Congrès, l'écrasante majorité du Parti le condamna.

Au lieu d'essayer de regagner la confiance du parti par leur travail, ils ont alors brisé avec le Parti et l'Internationale, en annonçant une réédition de l'ancien journal « La Commune » et de son groupe. N'ayant pu entraîner l'organisation des bolchévicks-léninistes sur la voie de la liquidation, ils vont engager à nouveau, à grand renfort d'agitation, une politique de confusion et d'aventurisme, hors de tout contrôle international, en accen-

tuant leur position hostile aux B.L. La plupart des camarades qui sympathisaient avec le groupe de Frank, Mèche, Le Ricard et autres ont refusé de suivre les scissionsnistes. Le Parti tout entier affirme sa volonté de continuer et développer la lutte, avec les Sections de la IV^e Internationale, pour rassembler tous les marxistes et révolutionnaires en augmentant chaque jour sa liaison et son influence parmi les masses ouvrières.

UNE RESOLUTION DES J. S. R.
Le B. P. des J. S. R. affirme son attachement au Parti Ouvrier Internationaliste. Section française de la IV^e Internationale, tient à stigmatiser énergiquement l'attitude scissionniste prise par le groupe des amis de Molinier, exclu des rangs du P. O. I., pour activité non compatible avec l'appartenance à une organisation prolétarienne.

Il n'estime pas nécessaire de rappeler à l'ensemble des membres des J. S. R. que, conformément aux statuts de l'organisation, ils ne peuvent être membres que d'un seul parti, le Parti Ouvrier Internationaliste.

Il peut affirmer avec certitude que dans les rangs des J. S. R. aucune défection ne se produira et que ce crime contre la IV^e Internationale aura sa répercussion dans les rangs des J.S.R.
Vive le P. O. I. !
Vivent les J. S. R. !
Vive la IV^e Internationale !

Deux adresses du Congrès du P.O.I.

SALUT A LEON TROTSKY

Le Congrès du P. O. I. adresse son salut le plus fraternel au camarade Trotsky, leader de la IV^e Internationale, en lutte à la répression redoublée des staliens, du fascisme et de la bourgeoisie mondiale.

Il associe à cet hommage les milliers de bolchévicks-léninistes, emprisonnés par Staline, pour être restés fidèles, aux principes de la Révolution d'Octobre.

Il affirme sa volonté inébranlable de poursuivre jusqu'au bout sa lutte contre la répression en U.R.S.S., contre le crime de Moscou, pour la commission d'enquête et pour la réalisation la plus complète de son mot d'ordre: « A bas les pattes devant Léon Trotsky ».

SALUT AUX COMBATTANTS ESPAGNOLS

Le Congrès du P. O. I. adresse son salut le plus chaleureux aux héroïques combattants de l'Espagne ouvrière.

Il affirme sa volonté de poursuivre jusqu'au bout sa politique de rupture du blocus d'assassinat Blum-Staline et d'aide matérielle, en armes et en munitions aux ouvriers d'Espagne.

Il salue la mémoire des bolchévicks-léninistes qui sont héroïquement tombés pour la révolution mondiale sur les fronts de Saragosse, d'Huesca et d'Iran et adresse l'expression de sa solidarité fraternelle aux camarades de la IV^e Internationale qui portent haut et ferme dans les milices de Catalogne et d'Espagne, le drapeau de la IV^e Internationale et de la révolution socialiste.

Les luttes ouvrières

Face à la contre-offensive patronale :

Cohésion ! Action de classe généralisée du prolétariat

Nous lisons dans le numéro de l'Unité du 14 octobre 1936, deux articles où perce une opposition qu'à eux seuls les titres indiquent. L'un, de Benoît Frachon, collaborateur de Jouhaux, est intitulé : « Si nous donnions nous aussi quelques conseils ! ». L'autre, qui émane du secrétariat de l'Union syndicale des ouvriers de la Métallurgie de la R. P., s'intitule : « Pour le Pain, la Paix, la Liberté, les métallurgistes parisiens continueront leur action ».

Benoît Frachon est devenu le diplomate « habile » des hautes sphères du Front populaire, des milieux officiels pour ainsi dire. Pour défendre la politique d'alliance avec les chefs radicaux, il déclare sans hésitation que des discours des principaux chefs du parti, il déclare sans hésitation que des d'espérance de nos paysans et de nombreuses gens des classes moyennes ». En bon diplomate, il ne méprise pas les conseils des Daladier, des Delbos, des Jean Zay et autres grands bourgeois libéraux qui ont toujours pratiqué la politique du grand capital financier, détresseur des classes moyennes, ennemi implacable du prolétariat. Frachon qui veut entraîner les classes moyennes, la paysannerie, ne craint pas de tout subordonner à l'alliance avec des politiciens représentants des plus ennemis de ces mêmes classes moyennes, de cette même paysannerie.

La manœuvre des patrons
Tous les jours apportent de nouveaux faits de plus en plus précis et brutaux qui représentent « les efforts des gros possédants qui veulent reprendre ce qu'ensemble nous leur avons arraché », comme l'écrit justement le secrétariat de l'Union syndicale des ouvriers de la métallurgie de la R. P.

Le patronat contre-attaque avec de plus en plus de vigueur. Ici, il licencie le secrétaire syndical, là il réduit le personnel technique. Partout, il fait la résistance ouvrière.

En même temps, il accentue la désorganisation économique. Après l'abandon de l'échelle mobile des salaires et traitements par les dirigeants du Front populaire tant socialistes que communistes, soutenus par Léon Jouhaux, champion de l'indépendance syndicale, aidé de Benoît Frachon — le patronat offense par tous les moyens à augmenter ses profits. Ne dit-on pas que Panhard a refusé les commandes à longue échéance des pouvoirs publics ? Que les patrons fileurs du textile du Nord font de même et stockent la marchandise ! Tout cela pour jeter la perturbation la plus grande dans l'économie capitaliste en décadence et provoquer la plus grande instabilité des prix.

Pourquoi cette contre-offensive patronale ? Pour assurer le maintien de ses privilèges en désorientant la classe ouvrière, en jetant le désarroi parmi les gens des classes moyennes. Et sa contre-offensive actuellement brisée est faite pour influencer le congrès radical de Biarritz, car le grand patronat sait parfaitement que les chefs radicaux n'hésiteront pas à choisir les intérêts du patronat contre les luttes ouvrières présentées comme « illégales » et attentant au sacrosaint droit de propriété privée des moyens de production.

En somme, le grand patronat, la bourgeoisie capitaliste, amorcent leur combat offensif de classe contre le prolétariat et les classes moyennes pour, en définitive, imposer leur dictature de classe sous la forme du fascisme.

Frachon et la lutte de classe
Plus de deux mois viennent de s'écouler avec de multiples conflits grévistes partiels. Les magnifiques luttes de juin ont appris la meilleure tactique de combat aux ouvriers. Cependant, ces deux derniers mois sont aussi riches en enseignements. Citons l'exemple de la lutte des ouvriers de chez Ronéo, aux Lilas, pour s'opposer au renvoi d'un dessinateur. Un mois et demi de lutte, résultat : 5 renvois au lieu d'un. Qu'est-ce que cela veut dire ? Frachon, le diplomate des milieux dirigeants du Front populaire, aurait dit : ils s'auraient pas dû faire grève. Est-ce là la réponse d'un chef prolétarien ? Non. C'est la réponse du bureaucrate qui trace la ligne de combat des Syndicats en fonction des accords C. G. T. et d'isoler les éléments révo-

lutionnaires. Ce cri *Les Soviets partout !* ne doit pas être pris à la légère.

Le chef « communiste » Frachon a bien oublié ce qu'est la politique de la lutte de classes. Pour lui il ne s'agit que de déjouer les pièges et les provocations ». Pour contraindre le patronat à appliquer les contrats collectifs, leurs engagements, voilà la solution de Frachon : « Si la législation présente est insuffisante pour empêcher que les patrons sabotent la production, il convient de la compléter ». Patrons, ne vous effrayez pas, car Frachon-le-diplomate dirigeant, s'empresse d'ajouter : « Il ne s'agit pas d'inquisition, ni de dictature, mais d'empêcher qu'une minorité qui recherche l'aventure fasse la loi au pays qui veut travailler dans le calme. » A la manière de Salengro qui fait assommer les ouvriers et ouvrières de la chocolaterie des Gourmets de Paris ? Frachon ne le dit pas. Il est certain que la manière de Salengro, non condamnée par Frachon, fait plus pour maintenir l'alliance avec les chefs radicaux, qu'une victoire ouvrière et l'occupation des usines.

Aux ouvriers de conclure que Frachon les trahit. Les gars de chez Renault, par exemple, arriveront rapidement à cette conclusion, car eux sont prêts à imposer leur dictature à Renault, et ce, malgré le diplomate Benoît Frachon.

« Les métallurgistes parisiens continueront l'action ». Mais il leur faut un plan d'ensemble. Les métallos de chez Hotchkiss, de chez Renault et d'ailleurs comprennent que le combat sera dur, que le patronat luttera jusqu'au bout, que, par suite, il ne faut pas s'engager à la légère mais avec une préparation minutieuse de l'élar-

gissement et de la généralisation de la lutte.

Ces luttes partielles actuelles démontrent que le patronat, qui fait ce qu'il veut avec le fameux gouvernement de front populaire, ne cédera sur les revendications immédiates que s'il est menacé de tout perdre par une lutte d'envergure des masses exploitées.

Mais le prolétariat sait maintenant que le patronat s'est ressaisi depuis juin et qu'il tente d'imposer sa tactique. L'ennemi de classe, le capitalisme, se prépare activement à la lutte ; il a sa politique de classe, il unifie sa tactique.

Tandis que les dirigeants ouvriers font de la diplomatie, freinent le mouvement des usines et des classes moyennes, ils essaient de détruire toute politique de classe du prolétariat. C'est aux ouvriers eux-mêmes à s'organiser.

Il faut réaliser le congrès des délégués d'usines qui fera le bilan de la production française et mettra à nu devant toutes les couches laborieuses du pays la politique patronale.

Il faut organiser le contrôle ouvrier de la production, des prix, par les comités d'usines constitués par les délégués élus par tous les ouvriers.

Il faut unifier les luttes ouvrières sur les deux grandes revendications actuelles :
— Application immédiate de la semaine de quarante heures ;
— Echelle mobile des salaires et des traitements.

Il faut organiser les ménagères en comités populaires de quartiers, de villes ou de villages pour contrôler les prix en liaison avec les comités d'usines et les comités de paysans.

Créer, développer les comités, les mettre en liaison, coordonner leur action, faire la démonstration que le peuple travailleur lui-même s'organise, agit pour contrôler l'économie du pays et marque sa volonté d'en assurer la direction par le développement des luttes jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir.

Document pour la propagande

Le plan du patronat

Nous parlons souvent des plans d'offensive du grand patronat. Mais il faut concrétiser davantage nos définitions dans la propagande.

C'est pourquoi nous donnons ci-après pour être utilisé par nos militants, un extrait de l'exposé fait, par M. Lambert-Ribot, président, à l'Assemblée de l'Union des Industries métallurgiques et minières :

Le patronat s'est trouvé débordé par la soudaineté et l'ampleur du mouvement, de par son manque de cohésion. L'orateur demande instamment aux patrons grands et petits de s'unir et de se ressaisir pour enrayer cette révolution sociale.

Il faut qu'une entente soit créée pour qu'à chaque nouvelle mesure prise par le gouvernement (hausse des salaires, loi de 40 heures qui sera établie par stades une nouvelle hausse concertée se produise.

Le gouvernement veut arriver graduellement au socialisme, il faut empêcher cela coûte que coûte.

1. Utiliser au mieux les crédits qui seront alloués suivant le plan Vincent-Auriol.

2. Soutenir les industries qui ne pourraient résister aux conditions actuelles et se verraient dans l'obligation de fermer leurs portes, afin d'éviter la nationalisation.

3. Développer le machinisme.

4. Il faut envisager la dévaluation monétaire à bref délai (le Gouvernement y sera du reste contraint sous peu).

Il est d'une nécessité vitale d'encourager les syndicats professionnels officiellement et officiellement afin de dissocier les masses et d'affaiblir la

tionnaires. Ce cri *Les Soviets partout !* ne doit pas être pris à la légère.

Il est d'une nécessité vitale d'encourager les syndicats professionnels officiellement et officiellement afin de dissocier les masses et d'affaiblir la

La grève de chez SAUTTER-HARLE

Depuis un mois, les grévistes de chez Sautter-Harle luttent pour briser la contre-offensive du patronat, après la magnifique grève menée en juin contre le Comité des Forges et qui avaient obligé celui-ci à capituler parmi les premiers, et cela d'autant plus facilement que l'usine devait livrer à l'Etat l'appareillage du croiseur *Dunkerque*.

Mais le Comité des forges se devait d'être à la tête de la contre-offensive ; brimades, tentatives d'organiser un chômage partiel, finalement licenciement de vingt dessinateurs sous prétexte de manque de travail, alors que la commande en route était loin d'être terminée. Malgré les prétextes inventés, il ne pouvait échapper à personnel, que les licenciés étaient tous des militants syndicaux actifs. C'est à l'unanimité des voix que fut décidée la grève de solidarité.

Un comité de grève composé de socialistes, anarchistes, communistes, sans parti, prit énergiquement la direction de la lutte. La direction confédérale, appuyée par les délégués communistes, essaya bien de concilier, de négocier, de calmer la combativité des grévistes. Mais elle s'est heurtée à la volonté bien décidée des ouvriers de lutter pour obtenir l'obtention de leurs revendications. Les plus conciliateurs eux-mêmes doivent tenir compte de la volonté de combat de l'ensemble des grévistes. Le comité de grève donne bien quelques coups de chapeau à la politique de Front populaire, mais c'est incontestablement la volonté de lutte de classe qui prédomine.

Les ouvriers se sont installés dans la lutte, organisé leur caisse de solidarité, les tours de garde et de présence dans l'usine, le ravitaillement, l'hygiène, le collectage, les loisirs. Ils sont venus en aide aux grévistes du Chocolat des Gourmets, financiers-

ment et matériellement. L'esprit de combat est aussi ferme qu'au premier jour. Les lettres du patron et les sommations d'huissier n'ont eu pour seul résultat qu'une rigolade général. Le gaz a été coupé, mais la difficulté a été vite tournée.

Les ouvriers mirent à la porte des fonctionnaires du ministère de la Marine qui tentaient de mettre les mains sur des appareils de précision destinés au *Dunkerque*. Déjà mis en alerte par ces agissements du gouvernement, par les textes falsifiés d'accord publiés par Dormoy, par lequel celui-ci comptait obtenir l'évacuation, les ouvriers de Sautter-Harle ont pu vivre une petite expérience qui leur a mis la puce à l'oreille ; celle du Chocolat des Gourmets. Ce sont eux qui ont recueilli et poussé les blessés lors de l'agression policière contre les Gourmets.

Ils ont compris que l'on n'hésiterait pas à leur en faire autant et ils ont préparé la résistance. Ils ont recensé leur matériel, depuis les lances à incendie jusqu'au matériel fabriqué. Les ouvriers de chez Sautter-Harle montrent l'exemple non seulement par leur combativité, mais encore par tout le contenu de leur lutte :

Contrôle de l'usine par les Comités d'usine !
Métiers ouvriers d'usine !
Mercredi 14, au Conseil des ministres, le conflit devait être réglé. Le seul moyen était la réquisition de l'usine et son fonctionnement sous le contrôle du Comité de grève. Dormoy, à la sortie du Conseil, laisse entendre par sous-entendus que la solution pourrait bien être la réquisition officielle. En tout cas, vigilance, après 32 jours d'occupation et 31 déclarations dans les ministères, les camarades ont compris que le gouvernement de F. P. n'est impuissant et qu'il défend avant tout les patrons.

Le matraquage des grévistes
(Suite de notre première page)

Au surplus on sait que Salengro n'a pas hésité à déclarer qu'il avait pris la responsabilité de la répression policière. C'est un fait : Aujourd'hui, le soldisant gouvernement de Front populaire agit ouvertement contre les ouvriers, dont le seul crime est de tenter de sauver les miettes acquises par l'action de masse en juin.

Les B.L. sont aux côtés des ouvriers en lutte, les défendent de toutes leurs forces contre la répression et les fascistes et à l'encontre du Parti communiste leur indique la voie politique juste.

A la chocolaterie Gentil, on se trouvait une soixante d'ouvriers en grève depuis 22 jours, s'est produit un fait tout à fait significatif.

Une bande de fascistes se sont rués dans la fabrique et ont frappé et expulsés les ouvriers en grève, par les méthodes de la police supplétive.

Bien entendu, tandis que les organes du « Front populaire » se contentent dans leur platitude habituelle, la grande presse présente l'opération, comme étant le fait de « vieux ouvriers », qui voulaient travailler. Le patron dans une déclaration explique qu'il s'agit de quelques meneurs qui ont été mis à la raison.

Dans le Nord Les frontaliers et la dévaluation

Telle que nous l'avions craint et dénoncé, il y a plusieurs semaines, la dévaluation de la monnaie française est un fait accompli. Que faire pour sortir de cet étan ?

Nous, les frontaliers, et en particulier, les camarades affiliés à la CGT, nous devons obliger nos chefs syndicaux à passer par-dessus les querelles personnelles, pour créer une intersyndicale, non pas sur papier, mais effective, active, avec la CGT unifiée française afin de faire triompher les justes revendications des milliers de nos camarades frontaliers. Vous, camarades français soyez solidaires de vos camarades frontaliers et étrangers, nos intérêts sont communs, faisons comprendre à tous les beaux phraseurs, que l'heure des pourparlers est close, que l'heure est à l'action... !

Que nous soyons des usines, de la Glèbe, de l'Art, de la mer, de la mine. Que nous soyons petits paysans, petits commerçants ou parmi les plus misérables des misérables « les chômeurs » nos intérêts sont communs, notre solidarité doit donc être commune, l'unité réellement vraie, efficace, ne s'affirme que dans l'action

M. Vanzaucenberghe.

Le régime de l'Espagne

(Suite et conclusions de notre article de troisième page)

Les faits ci-dessus appellent une conclusion.

Les ouvriers et paysans catalans en particulier avaient créé leur organe de pouvoir : les Comités. Un parti révolutionnaire marxiste non en paroles, mais en fait n'aurait en de cesse qu'il n'eût fait passer effectivement tout le pouvoir entre les mains des comités ouvriers, paysans, militaires.

Au lieu de cela, nous voyons les anarchistes et le P. O. U. M. présider à la liquidation des Comités.

Les faits jugent mieux que nos appréciations les plus « sectaires », l'insistance politique au moment décisif des anarchistes et des centristes (POUM, bureau de Londres, Pivertistes, etc), malgré les phrases de la « révolution », le pouvoir ouvrier, etc. Concluons par cet avertissement prophétique de Marx (Avis aux partisans de « l'union marxiste »), écrit en mars 1850, aux communistes allemands :

« Du moment que la victoire est assurée, il ne faut plus maintenir la méfiance contre le parti réactionnaire vaincu (C'est le cas en Catalogne. — N.D.L.R.), mais contre le propre allié du jour (les démocrates). Pour combattre énergiquement avec tous les moyens ce poste dont la traïson envers les ouvriers commence avec les premières heures de la victoire, les ouvriers doivent être armés et organisés. L'armement du prolétariat doit s'imposer de suite : il faut s'opposer à la réapparition de la vieille garde bourgeoise. Or, cela n'est pas possible, les ouvriers doivent chercher à forger une milice ouvrière, à dire leurs propres chefs, à organiser leur état-major propre et rester aux ordres non de l'autorité publique, mais des conseils révolutionnaires d'ouvriers. »

Le parti d'unification « marxiste » par ses dirigeants, a fait le contraire de ce que conseille Marx. Il laisse se reconstruire la garde bourgeoise. Il laisse liquider les « conseils révolutionnaires d'ouvriers », les anarchistes, qui étaient contre tout gouvernement, se contentent en fait de cette mixture et de la liquidation des organes directs du pouvoir.

En présence de cette situation, les bolchévicks-léninistes répètent : il n'y a d'autre issue sur le terrain militaire, de lutte contre l'ennemi fasciste, politique, social, économique que la prise du pouvoir par les comités ouvriers, paysans, militaires, à l'échelle locale, régionale, nationale.

A bas le vieil état bourgeois et les amalgames conciliateurs !
Vivent les Soviets en Espagne !

Cheez Renault

Aujourd'hui, mercredi 14, les policiers ont débarrayé pour leurs revendications.

Déjà, la semaine dernière un responsable syndical a été licencié.

On ne paye pas toutes les heures des délégués, heures passées à défendre les intérêts ouvriers.

Pour les élections de délégués, techniciens et employés, la direction fait son partage des services pour faire passer ses valets. Vendredi 16, les élections ont lieu, les techniciens et employés ne se laisseront pas duper. La direction crée des incidents.

Les Lehideux, Bonnefous, Craponnier, Duverney, grande dirigeants de la maison Renault, agissent de concert avec le groupe patronal des industries métallurgiques.

Cette offensive patronale aura son dénouement, nous ne nous laisserons pas reprendre les avantages acquis et nous ne nous laisserons pas diviser dans la lutte.

Il faut préparer les grèves générales de la métallurgie parisienne.

Aux studios de BILLANCOURT

Aux studios Paris-Studio Cinéma, à Billancourt, la direction menace de mettre tout le personnel à la porte le samedi 17, sous prétexte de mise à pied pour manque de travail. Cette menace coïncide avec une offensive généralisée dans l'industrie du cinéma où les gros magnats de la finance sont aux premiers rangs de la contre-offensive patronale. Le but est de licencier le personnel actuel pour le remplacer par des croix de feu et autres.

Le prétexte est qu'il n'y a pas de travail ; mais il est connu d'à peu près tout le monde, à Billancourt, que la direction a refusé de louer des studios pour de nouvelles productions. Les ouvriers veulent voir les livres de ces messieurs de la pellicule. Ils sont prêts à l'imposer par une grève générale organisée, par l'organisation de leurs comités, de délégués par production, par bureau pour les employés.

Tous les exploités du film doivent s'unir en un seul bloc.

RECTIFICATION AU COMPTE. RENDU DU CONGRES

Dans l'intervention de Boitel, col. 5, lire « malgré » et contre leurs directions » au lieu de « insurrections ».

Ajouter une intervention de Naville, qui a sauté à la mise en page, sur la nécessité de créer des cadres d'agitation prolétarienne, adéquats techniquement et politiquement, et sur la question du journal.

Plus loin Naville a rapporté sur la déclaration du Congrès contre l'opération de la clique Molinier, et sur la question internationale.

LA VIE DU PARTI

Pourquoi j'adhère aux J.S.R.

Nous publions ci-après la lettre du camarade Vincent qui nous indique pourquoi il adhère aux J. S. R.

Comme nous, le camarade Vincent s'est aperçu de l'impossibilité de maintenir l'amalgame entre le réformisme du capitalisme pourrissant et la révolution. De nombreux jeunes socialistes ne manquent pas au contact des réalités de tirer les mêmes conclusions. Mais pour instaurer les divergences mêmes fondamentales qui nous séparent des J. S., ne peuvent nous empêcher de lutter en commun pour des objectifs précis contre la guerre impérialiste, les deux ans, contre le fascisme, pour les milices ouvrières. Tout au contraire, nous soulignons que la plus solide unité dans l'action soit scellée par les travailleurs jeunes et adultes pour des objectifs de combat. C'est à cette unité d'action que nos organisations travaillent. Pour un front unique prolétarien.

Cher camarade, J'ai le regret de donner ma démission de membre des J. S. Quand on milite dans une organisation comme je l'ai fait — et je ne parle pas seulement des luttes politiques intérieures, mais aussi des responsabilités, de l'activité et des coups et des blessures reçues, — ce n'est pas sans avoir minutieusement réfléchi qu'on déchire sa carte. Je me rappelle comment, impressionné par les grands mots de paix, de démocratie et de justice sociale, j'ai d'enthousiasme donné mon adhésion au parti, il y a quelques années. Je me rappelle mes déceptions successives quand, après avoir lu des brochures de Marx, d'Engels, de Lénine, à la lueur des événements mondiaux, j'entrevois le rôle néfaste de la social-démocratie dans le passé et dans l'avenir.

Poursuivant mon éducation marxiste en même temps que se déroulaient les luttes présentes du prolétariat international j'ai compris que la dégénérescence du capitalisme mondial et les maux qu'il entraîne ne peuvent avoir qu'une solution: la révolution prolétarienne mondiale. Non seulement l'expérience glorieuse d'Octobre, mais les plus récents événements démontrent que seule la conception bolchévick-léniniste de la révolution prolétarienne pouvait lui donner la victoire. J'ai essayé de lutter pour elle au sein des J. S. en profitant de sa « démocratie intérieure » tant vantée. Mais la situation était intenable.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie » et le P. S. aime sa patrie. « A bas la défense nationale » et Chomflet dit que le P. S. a toujours été pour la défense nationale. « A bas les deux ans », mais parce qu'ils n'assurent pas la sécurité de la France (n'est-ce pas, Chochoy?). « Solidarité internationale » et simultanément, sauf les staliniens genre Zyromski, la social-démocratie reste neutre en face de la révolution espagnole, à part les ordres du jour

et quelques médicaments (ainsi que le souligne Bracke).

Non, je ne peux pas rester dans un Parti qui gère les intérêts de la bourgeoisie; je ne peux pas comme les camarades dirigeants de la Gauche « révolutionnaire » qui servent de couverture de gauche à ces crimes envers le prolétariat; adopter leur politique incohérente; je ne peux pas être pour une politique révolutionnaire et faire l'unanimité dans le Parti, comme Marcou Pivert, au congrès de l'Hotel Moderne.

Je ne veux pas être contre la défense nationale et pour la « politique de paix du gouvernement Blum » (tract aux métaux).

Je ne peux pas être contre les crédits militaires et admirer Jaurès et la politique qu'il a suivie avant 1914 (comme toi, Wetz).

Je ne peux pas appeler le gouvernement un gouvernement bourgeois et le soutenir, comme il a été dit à la réunion de Lancry.

Je ne peux pas être pour Liebknecht et soutenir Salengro, le Noske français.

Je ne peux pas masquer la faillite de la IIe Internationale par des phrases révolutionnaires, et comment combattrais-je la dégénérescence de la IIIe Internationale au nom des quelques thèses bureaucratiques de social-chauvins, pacifistes bêtards à leurs heures. Je suis pour la IVe Internationale et pour ses principes révolutionnaires marxistes. Non seulement, je me fais un devoir de dénoncer le capital et ses larbins, sous quelque étiquette qu'ils se cachent, mais encore j'affirme qu'elle est à l'heure actuelle la seule organisation internationale véritable du prolétariat, et la seule véritablement existante.

Je ne puis rester dans cette atmosphère; j'ai besoin d'air pur et d'action féconde: c'est pourquoi j'adhère aux J. S. R. qui mènent le bon combat dans la voie de Lénine et de Trotsky.

Je suis sûr que de nombreux militants de la base comprendront à leur tour leur devoir avant qu'il soit trop tard.

Salut révolutionnaire.

V. VINCENT.

Ex-membre de la commission exécutive de l'Entente des J. S. de la Seine.

Brutalité policière

Dernièrement, notre camarade André Victor, J. S. R., fut arrêté par les gendarmes de Salengro pour défaut de papiers de contrôle sur un vélo; il fut maintenu en état d'arrestation pendant vingt heures durant lesquelles, il fut l'objet de menaces, car les flics savaient qu'il était J. S. R. Cela dénote que la police est et reste au service du capital contre les militants révolutionnaires.

Pour un front unique prolétarien

LA POSITION DES J. S.

La Jeune Garde, organe des Jeunes socialistes de la Seine (SFIO) écrit sur six colonnes dans son numéro du 10 octobre: « Contre la guerre, contre le fascisme... Front révolutionnaire ».

Nous ne pouvons qu'approuver des camarades qui veulent rompre avec la politique de renouveau de l'Etat bourgeois et du système capitaliste et à s'engager dans la voie de sa destruction par la révolution prolétarienne. Mais nous avons cherché en vain quel contenu concret nos camarades des J. S. donnent à ce mot d'ordre. L'article de tête, consacré au problème de la milice ouvrière, y contient à peine une allusion. Nous laisserons de côté certaines concessions de langage faites à l'esprit anarchisant, petit bourgeois, sur les termes de miliciens et de soldats, qui nous paraissent recouvrir l'incompréhension du rôle de l'armée bourgeoise, du problème de sa désagrégation et de l'édification de l'armée rouge, premier pilier de l'Etat prolétarien, ce peut être à la suite d'une intéressante controverse, avec nos camarades. Par contre, le problème cen-

tral du Front révolutionnaire mérite quelques précisions immédiates: L'article suggère la nécessité de réviser un front révolutionnaire de défense sur le terrain de la lutte physique. S'agit-il d'un front dans un sens militaire, comportant non seulement l'unité dans l'action, mais aussi un « effacement momentané » des divergences politiques? Ou bien s'agit-il d'un front unique d'action?

Front unique révolutionnaire avec qui? et pour quels objectifs? Nous ne pensons pas qu'on puisse donner d'autre réponse que celle formulée dans notre lutte: Entente pour des actions précises communes pour appuyer et guider l'instinct de lutte révolutionnaire des masses. Notre tactique est de marcher séparément, de frapper ensemble.

Une juste conception du front unique ne pourra que clarifier les problèmes politiques et permettre d'aller plus loin, non seulement dans l'action, mais dans le rassemblement de tous les révolutionnaires sous le drapeau de la Quatrième Internationale.

Front Unique dans le Dix-Neuvième

Le mardi 13 octobre se tenait une réunion publique contre les deux ans organisée par les trois organisations révolutionnaires de la jeunesse travailliste de l'arrondissement, Jeunes socialistes révolutionnaires, Jeunes socialistes, Jeunes anarchistes.

La salle était bien remplie. Un certain nombre de jeunes travailleurs très combattifs, plein d'enthousiasme écoutèrent attentivement et applaudirent les orateurs des trois organisations participant à la réunion: Corvin, des JSR; Weiss, des JS; Ringes, des J. A.

Un camarade de la jeunesse révolutionnaire de Chicago prit aussi la parole; les mots d'ordre révolutionnaires furent dénoncés avec ardeur:

— A bas les deux ans!
— A bas la défense nationale!
— Vive le défaitisme révolutionnaire!

— A bas l'Union sacrée! Vive la lutte de classe!

Il fut tragique de constater que les camarades communistes abandonnant de plus en plus la lutte de classes et l'enseignement de Lénine et Trotsky n'avaient pas voulu participer à ce meeting.

L'exemple du dix-neuvième sera suivi. Dans tous les arrondissements, face au front d'union sacrée, se dressera le front unique de classe des travailleurs.

Partout, les JSR, les JS, les Jeunes anars lèveront bien haut le drapeau de la révolution mondiale.

A TOULON

L'ACTIVITÉ DU PARTI

Le 2 octobre, le rayon de Toulon du P. O. I. a organisé deux meetings à la salle Gouyon Saint-Cyr, à 5 h. 30, et à la salle de la bourse du travail de La Seyne, à 20 h. v. Appel fut fait aux ouvriers par la presse locale et affiches, spécialement aux staliniens à qui nous promettons la plus large liberté de parole. Le sujet était: Le procès de Moscou.

Malgré le sabotage stalilien, le meeting a eu un grand succès, non seulement par le nombre de travailleurs accourus, mais surtout par la composition politique des assistants et orateurs.

Le camarade Corvin, du C. e. du P. O. I., montra pendant plus d'une heure, avec une grande documentation, comment le procès de Moscou fut organisé par la Guépéou et la bureaucratie russe. Il montra comment la politique d'« socialisme dans un seul pays » conduit à la collaboration avec la bourgeoisie internationale en reniant la révolution prolétarienne internationale. Il termina en faisant appel à la commission d'enquête internationale.

Bartoli, de la Gauche Révolutionnaire S.F.I.O., apporta son adhésion à la commission ouvrière internationale, en regrettant que Carvin ait fait un procès politique et non un procès juridique; il expliqua la position de P. O. I. Le parti stalilien n'avait pas eu nécessaire de venir s'expliquer, mais avait envoyé un représentant des Amis de l'URSS, qui essaya de prouver, par la lecture d'un article d'un journaliste bourgeois américain, que le procès a été fait librement. Carvin répondit aux divers contradicteurs et particulièrement

à Bartoli, en montrant que le procès de Moscou est avant tout le procès politique de la bureaucratie russe et de toute l'Internationale communiste. — G. M.

A La Seyne, malgré les lacerations d'affiches et les calomnies staliniennes nous traitant de doriotistes, les ouvriers socialistes, anarchistes et autres jugèrent sévèrement le sabotage des staliniens. Carvin put cependant monter tout le fond du procès de Moscou. Signalons que ceux qui dirigeaient le chahut étaient Sellon, du rayon de Toulon, et l'affairiste Etienne, qui devait quitter le parti pour prendre le poste de directeur du « Coopérateur du Var ». Mais ce ne sont pas les violences staliniennes qui empêcheront le P. O. I. de lutter contre le capitalisme, à Toulon comme ailleurs. — Ballo.

L'ECOLE BOLCHEVICK

Par suite d'un empêchement, le cours de lundi dernier n'a pu être assuré. Nous nous en excusons auprès des nombreux auditeurs.

Le prochain cours sera fait régulièrement lundi prochain, 19 octobre. Sujet: « Les révolutions finlandaise et hongroise de 1918-19 ». La conférence sera faite par le camarade Naville.

Camarades, venez nombreux et amenez des sympathisants. Le cours a lieu au Café d'Artagnan, 52, boulevard Magenta, à 20 heures 30.

Comment lutter contre le fascisme

Une nouvelle forme de lutte du fascisme est inaugurée, la plus grave, parce qu'elle s'attaque au mouvement ouvrier sur la base même de l'entre prise, parce qu'elle vise à dissocier l'organisation des ouvriers en lutte contre le patronat. Jusqu'à présent le fascisme français était coupé des masses ouvrières. Il touche à présent le point essentiel qui lui permet de prendre un nouvel élan: s'inscrivant en effet dans les luttes sociales elles-mêmes, se faisant le défenseur de l'ordre sur le lieu du travail, sur le terrain des luttes syndicales.

Déjà, dans deux usines différentes, il y a quinze jours, les grévistes furent chassés de l'usine par des troupes. Croix de feu étrangères à l'entre prise. Il y a eu ensuite l'affaire de la chocolaterie du 12e arrondissement, avec l'aide des jaunes et des croix de feu, le patron obtint brutalement l'évacuation des locaux. A Tourcoing, au peignage Fonan, les journaux signalent que le 13 octobre « 100 ouvriers qui désiraient reprendre le travail » ont chassé de force les grévistes. C'est du reste sous cette forme (« les bons ouvriers honnêtes partisans de l'ordre qui veulent travailler et ne pas cultiver la grève ») que désormais ces genres d'opérations seront annoncées dans la presse.

C'est la forme la plus grave qu'ait jamais prise l'action des fascistes en France.

D'une part, sous l'égide de la paix sociale, de l'honneur, de l'ordre, les « Syndicats professionnels » font une propagande effrénée. Leur politique démagogique va parfois jusqu'à prendre la tête de la campagne pour l'application du contrat collectif. La pression du personnel de maîtrise, la corruption, les menaces, grignotent peu à peu les récalcitrants. Le « pacifique » Syndicat professionnel se constitue. Si un conflit éclate, les fascistes, « couverts » par les bons ouvriers, font leur travail de police sociale, qui peut aller jusqu'aux actes de terreur contre les grévistes. Parallèlement, dans de nombreuses localités de province, se multiplient les rassemblements fascistes et les agressions directes contre les militants ouvriers.

La multiplication des conflits grévistes consécutifs à la contre-offensive patronale et à la carence de la C.G.T., le mécontentement engendré par la hausse du coût de la vie et la dévaluation, ouvrent des possibilités énormes à l'action des fascistes sous cette nouvelle forme.

L'Humanité, le Populaire, le Peuple, etc., n'attirent pas l'attention des travailleurs sur ces faits. ET POUR CAUSE! Le Parti socialiste, dont les ministres envoient 200 policiers à l'assaut des grévistes de la chocolaterie des Gourmets, dont le chef réclame l'ordre et la paix sociale nécessaire, à l'« expérience » (sic), le Parti communiste, qui exalte une mystique de la production nationale primant les intérêts de classe du prolétariat, qui exalte l'union de la Nation, qui pratique la politique de « la main tendue » aux fascistes, contribuent à démolir la classe ouvrière et portent de l'eau au Moulin des fascistes. La politique « sociale » du fascisme, peut alors faire sa percée dans les rangs ouvriers, désagréant le mouvement et les organisations. C'est seulement sous le gouvernement du Front populaire que le fascisme inaugure cette nouvelle forme de pénétration!

Les cris de l'Humanité réclamant une nouvelle « dissolution » des Ligues n'y changeront rien! (comme si l'expérience de la première « dissolution » ne suffisait pas!).

Ce qu'il faut, c'est une politique révolutionnaire, c'est constituer les milices ouvrières, c'est lutter pour un programme socialiste, c'est lutter pour tout le pouvoir aux ouvriers et aux paysans!

Le parti socialiste et le parti communiste, qui veulent un Etat fort pour assurer la paix sociale nécessaire à l'expérience, ne sont plus les instruments nécessaires à la lutte antifasciste.

Travailleurs, tenez maintenant inébranlable à la base le front unique réalisé lors des grèves de juin, rejetez les rangs du nouveau parti révolutionnaire: le Parti Ouvrier Internationaliste!

Pour tous les livres de la littérature révolutionnaire, adressez-vous à notre Service de Librairie, 15, passage Dubail, Compte chèque postal: Naville, 1933.80, Paris.

CONVOICATIONS

Assemblée d'information le jeudi 22 octobre, salle de l'Homme Armé, 44, rue des Archives.

Ordre du jour: APRES LE CONGRES NATIONAL. Organisation du travail dans la région parisienne. Rapporteur: Boitel.

COMITE CENTRAL. — Réunion mercredi 21.

Comité central des J. S. R., dimanche 18, à 17 heures, au local. Congrès national. Sports. Pionniers.

En préparation: Grande réunion publique le 7 novembre.

Commemoration de la Révolution d'octobre.

COMITE DE REDACTION. — Samedi, 6 heures, local.

12^e arrondissement. — Permanence du P. O. I.: le dimanche, de 10 heures à 12 heures, au 79, faubourg Saint-Antoine.

15^e arrondissement. — Réunion du 15^e Rayon P.O.I. et J.S.R. tous les mardis, à 21 heures, Café Lagueau, 76, rue Mademoiselle. Sympathisants cordialement invités.

Saint-Denis. — Tous les jeudis soir, à 21 heures précises, 38, boulevard Jules Guesde, réunion obligatoire de cellule du P.O.I. et J.S.R. Sympathisants fraternellement invités.

Levallois-Perret. — Tous les mardis soir, à 20 h 30, chez Jeanjean 73, rue Vaillier, réunion obligatoire de cellule. Sympathisants fraternellement invités.

Nouzouville. — « La Lutte Ouvrière » se trouve chez Pilard, marchand de journaux. Pour tous renseignements concernant le P. O. I., s'adresser à Michon, à Levrézy, et à Marchal, Nouzouville.

Saint-Etienne. — La « Lutte Ouvrière » est en vente tous les dimanches, au kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

L'organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires, « Révolution », est en vente au même endroit. Sous peu, le rayon envisagera la vente à la criée.

Marseille. — P. O. I. Rayon de Marseille. Permanence tous les samedis, 16, marché des Capucines (Bar), de 6 heures à 8 heures du soir.

Lille. — J. S. R., P. O. I.: Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h. 16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements, écrire à Breton à l'adresse ci-dessus. La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au tabac de la rue Neuve (coin de Béthune) et tabac, 19, rue du Moulinet.

Angers. — Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures, au Café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal Foch.

« La Lutte Ouvrière » et « Révolution » sont en vente au kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard du Maréchal Foch).

Toulon. — Le rayon de Toulon du P. O. I. tient sa permanence tous les samedis, de 18 à 20 heures, à la Croix de la Vierge, boulevard de Thérèse.

Les sympathisants travaillistes « Révolution » au kiosque de la Porte Castigneau de l' Arsenal et au kiosque Noël, avenue Vubron.

Lyon. — Permanence P. O. I.: Chaque samedi, de 17 h. 30 à 19 h., Café « A ma Vigne », 7, rue Ste-Catherine (1^{er} arr.).

BOURGES. — A partir du samedi, La Lutte Ouvrière est en vente à la Librairie Rousseau, rue Mirbeau.

TOULON

« La Lutte » et « Révolution » sont en vente aux kiosques, p'ace Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

Cellule J. S. R. de Colombes. — Un meeting avait lieu mardi dernier organisé par les Jeunes communistes, Jeunes socialistes et JEUNES pour résister contre l'assassinat du jeune communiste de Vienne, devant les 250 travailleurs présents, notre camarade Ducois, des JSR, défendit nos positions de lutte contre le fascisme et fut ap-

CAMARADES! réalisez une formidable économie en commandant votre charbon à notre « Service des Charbons ».

Service des Charbons PRIX D'ETE

Commandez par lettre: Service des Charbons, 15, passage Dubail, Paris. QUANTITES MINIMA: Paris, 1 sac; banlieue immédiate, 2 sacs; à 20 kilomètres, 5 sacs; jusqu'à: Chantilly, au Nord; Etampes, Dourdan, La Ferté-Alais, au Sud; Melun et Meaux, à l'Est; Mantes, à l'Ouest, 20 sacs.

La tonne:	La tonne:
FLAMBANTS:	ANTHRACITE PUR:
Gailleries... 270. »	Gailleries 50-80... 390. »
Gailleries... 280. »	Noix... 380. »
Tête de moineaux... 290. »	ANTHRACITE ANGLAIS:
Braisettes... 270. »	Gailleries... 410. »
	Noix... 405. »
DEMLGRAS:	ANTHRACITE ANGLAIS:
Gailleries... 330. »	Gailleries 50-80... 420. »
Gailleries... 350. »	Noix... 450. »
Tête de moineaux... 360. »	Grains 10-15... 330. »
Braisettes... 330. »	Grains 15-25... 365. »
	BOULETS:
ANTHRACITE BELGE:	Ordinaires... 260. »
Gailleries 50-80... 305. »	d'anthracite... 275. »
Noix... 355. »	LIGNITE... 335. »
Grains 15-25... 300. »	LIGNITE... 345. »

Pour les livraisons en banlieue, il y a lieu de déduire 30 francs par tonne, soit 1 fr. 50 par sac.

Majoration de 5 francs par tonne pour les commandes inférieures à 1.000 kilos.

Diminution de 5 francs par tonne pour les commandes supérieures à 2.000 kilos.